

Gilbert Réglier → Pour le DG de Cofely, la marque des services énergétiques de GDF-Suez, l'efficacité énergétique est entrée dans un cercle vertueux.



PHOTO COFELY

Li
69

«Le mouvement est bien lancé dans les entreprises»

AMM - Pourquoi parle-t-on autant aujourd'hui d'efficacité énergétique ?

Gilbert Réglier - Au-delà de l'effet de mode, c'est une question qui est vraiment entrée dans les mœurs. Pour les entreprises, cela permet bien sûr de réaliser des économies sur le plan financier, mais il y a eu aussi une vraie prise de conscience des acteurs économiques et de l'ensemble de la population. Cela crée une sorte de cercle vertueux, où chacun pousse l'autre à mieux respecter les ressources naturelles. Le Grenelle de l'environnement a été un accélérateur de cette prise de conscience. La meilleure façon d'atteindre les objectifs que l'on s'est fixés, c'est l'efficacité énergétique. Cela passe par le fait de consommer moins en améliorant nos performances sur le plan technique, mais aussi par l'éducation pour apprendre les bons gestes, car il y a encore beaucoup de gaspillages.

AMM - Que peuvent faire les entreprises pour optimiser leur consommation d'énergie ?

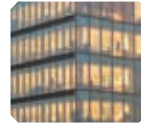
GR - La bonne idée, c'est de nous appeler ! (rires). Dès que l'on nous confie la gestion d'une installation, nous pouvons garantir un minimum de 10 à 30 % d'économies d'énergie. En réalisant un audit énergétique, une entreprise peut voir quand elle consomme de l'énergie, sur quels postes elle en consomme, ce qu'elle fait de cette énergie..., et déterminer

ensuite les mesures à mettre en place. Les évolutions qui vont dans le sens d'une plus grande efficacité énergétique pour une entreprise sont régulières et constantes. En cumulant une multitude de petites économies, on peut arriver à un vrai résultat.

AMM - Pensez-vous que, dans la conjoncture actuelle, les entreprises sont prêtes à mettre en œuvre les changements nécessaires ?

GR - Je ne pense pas que la crise remette véritablement en cause la recherche d'une meilleure efficacité énergétique. Il est vrai que certains projets n'aboutissent pas, parce qu'ils ont besoin de temps pour trouver leur équilibre financier, et que les entreprises industrielles ont du mal à se projeter à dix ans. Une difficulté que n'ont pas les collectivités locales ou les acteurs du tertiaire, ne serait-ce que parce qu'un site industriel est plus difficile à revendre qu'un immeuble. Cela dit, même dans le contexte actuel de volatilité des prix des énergies fossiles, seule une situation économique vraiment difficile va dissuader une entreprise de s'engager dans ce sens. Il y a eu une vraie prise de conscience dans tous les secteurs, et le mouvement est désormais bien lancé. ■

Propos recueillis par PT



Un défi

« **G**agner de l'argent en étant plus respectueux de l'environnement, pas inintéressant comme stratégie, non ? » plaisante Gilbert Réglier (Li. 69).

Derrière la boutade du directeur général de Cofely (lire l'interview ci-contre), se cache le double enjeu de l'efficacité énergétique. En plus d'améliorer leur rentabilité en réduisant leur facture, la baisse de la consommation d'énergie des entreprises s'accompagne d'un intérêt environnemental évident. Une thématique dans l'air du temps, sur laquelle le Grenelle de l'environnement a contribué à mettre l'accent, et qui est devenue un objectif de premier plan pour la plupart des sociétés et collectivités. Une étude menée entre juin et septembre 2008 par Assystem Consulting, filiale du groupe Assystem spécialiste du conseil aux entreprises pour leurs projets de transformation, montre ainsi que 85 % des responsables interrogés éprouvent le besoin de travailler sur la réduction de leur facture énergétique. « La plupart des acteurs que nous avons rencontrés font preuve d'une grande maturité sur la question, souligne Étienne Pesnelle, directeur des Opérations à l'origine de cette étude. La majorité d'entre eux se disent qu'ils devraient aller au-delà de la seule norme réglementaire. Mais ils sont aussi nombreux à se sentir un peu seuls, vis-à-vis de la base comme de la direction générale. »

Négocier les prix n'est pas suffisant

Car, au-delà des bonnes intentions, la mise en route d'une politique d'efficacité énergétique ambitieuse s'avère compliquée. Pour réduire sa facture, la solution la plus simple et la plus rapide consiste à négocier des tarifs d'énergie plus bas auprès de ses fournisseurs. Mais,

69 %
DES SALARIÉS DES INDUSTRIES FRANÇAISES sont sensibles à l'impact des moyens de production sur l'environnement, d'après leurs dirigeants.

77 %
DES DIRIGEANTS D'INDUSTRIE considèrent que l'environnement est un bon thème pour porter une démarche de progrès transversale et fédératrice.

21 %
DE CES DIRIGEANTS ont mis en place un suivi des consommations énergétiques par usage.

84 %
D'ENTRE EUX déclarent ne pas connaître les dispositifs d'aide à l'efficacité énergétique.

Source : enquête Assystem Consulting
www.assystemconsulting.com

État des lieux → Les entreprises comprennent la nécessité de concilier les économies d'énergie avec la préservation de l'environnement. Mais elles peinent encore trop souvent à passer de la théorie à la pratique. Faute, peut-être, d'oser se faire aider ?

durable, pas un effet de mode



Le retour sur investissement de certains équipements à haut rendement énergétique, par rapport à l'installation standard, peut parfois être effectif en moins de deux ans.

s'il se montre efficace sur un plan purement économique, ce choix stratégique laisse de côté la donne environnementale et ne fait que retarder les échéances face à l'augmentation inéluctable, à moyen terme, des prix des matières premières, notamment des énergies fossiles. Une véritable politique d'efficacité énergétique implique

donc une réduction significative de la consommation. Le hic est que cela passe par des investissements conséquents, que les entreprises rechignent encore trop souvent à enclencher. « Dans les grands projets d'envergure internationale, on est prêt à investir beaucoup sur le développement durable, pour des questions

d'image, note Étienne Pesnelle. Ce n'est pas forcément le cas pour un centre de tri ou pour un entrepôt au fond de la Beauce. Sur tout que, dans nombre d'entreprises, on exige une rentabilité élevée. » Un retour sur investissement sur deux ou trois ans pour le tertiaire, et sur parfois plus de dix ans dans les sites industriels, se révèle beaucoup trop lent pour des chefs d'entreprise qui, crise économique oblige, se projettent généralement à beaucoup plus court terme. D'autant que, s'il existe de nombreuses aides au financement de ce type de projets, que ce soit les aides des Conseils régionaux et généraux, d'Oseo pour les PME, ou bien encore le fonds Chaleur ou le financement jusqu'à 70 % d'études de faisabilité par l'Ademe, 84 % des industriels interrogés par Assystem Consulting déclarent ne pas connaître ces dispositifs !

Les «mesurettes» sont inutiles

Autre problème, les entreprises qui passent à l'action ne font pas forcément preuve de la même rigueur pour leur politique d'efficacité énergétique que pour l'élaboration d'un nouveau produit ou d'un nouveau process industriel. « Ils ont souvent une approche peu cohérente de la question, qui consiste à lister des idées puis voir si ça marche », témoigne Étienne Pesnelle. >>>

Les aides publiques

- **Financement partiel de l'étude de faisabilité** par l'Ademe, www.ademe.fr
 - **Financement des actions** avec le Fonds de garantie Fogime pour les PME-PMI, le crédit-bail énergie environnement, etc., via Oseo (ex-Anvar) www.oseo.fr
 - **Mesures fiscales** : Amortissement accéléré pour les matériels favorisant les économies d'énergie.
- Source : Assystem



L'indispensable diagnostic permettant d'établir la consommation d'énergie et les besoins réels poste par poste, pour déterminer les principales sources d'économie, passe trop souvent à la trappe. Une approche pas toujours très rationnelle, qui explique largement que, dans 67 % des cas, les économies réalisées restent inconnues ou sont inférieures aux attentes. Facteur aggravant, seules 8 % des entreprises interrogées par Assystem Consulting ont fait appel à un partenaire spécialisé. Là où la question de l'efficacité énergétique devrait faire partie intégrante des process industriels et être confiée à des spécialistes, elle est encore trop souvent traitée en parallèle, sous la forme de «mesurettes» à l'impact forcément limité.

Jusqu'à 30 % de consommation économisée

Les gains potentiels sont pourtant bien réels. La mise à niveau complète de l'utilisation de l'électricité dans une usine ou un immeuble de bureaux peut permettre de réduire de 10 à 30 % sa consommation en moyenne. Face à des normes réglementaires de plus en plus contraignantes et à l'inflation structurelle des ressources énergétiques, les entreprises ne peuvent de toute façon pas se permettre d'éluder cette question. Surtout, Gilbert Régliez veut croire en un changement en profondeur des mentalités, sous l'impulsion notamment des jeunes générations. «Il y a dix ans, on aurait mis des affichettes avec les bons gestes à faire, comme éteindre la lumière en sortant de son bureau, et on serait passés pour des ringards, souligne le directeur général de Cofely. Aujourd'hui, on peut le faire, car il y a eu une prise de conscience dans tous les secteurs.» Un nouvel état d'esprit collectif qui impose encore plus si besoin était, de placer cette question au premier plan. Si le gros du travail reste à faire, le chantier de l'efficacité énergétique est donc aujourd'hui bien ouvert, et pour longtemps. ■

Pierre Tessier